

La Silicon Valley vent debout contre Donald Trump

Un vent de contestations. A l'heure où Google (Alphabet), Apple, Microsoft, Facebook ou encore Yahoo se réunissaient pour peaufiner une lettre de protestations à l'encontre du décret anti-immigration signé par Donald Trump, nombreuses sont les voies à s'être élevées au sein de la Silicon Valley sur l'initiative gouvernementale. Rappelons que ce décret signé le 27 janvier, bloqué par un juge fédéral depuis vendredi dernier, vise à interdire les séjours de ressortissants de sept pays à majorité musulmane (Iran, Irak, Libye, Somalie, Soudan, Syrie, Yémen), pendant 90 jours (exception fait des porteurs de la carte verte) et 120 jours pour les réfugiés.

Brian Chesky, fondateur et principal dirigeant d'Airbnb, fait figure d'opposant emblématique à la politique anti-immigration du 45e président des Etats-Unis. La plate-forme intermédiaire pour la location d'hébergements et de loisirs a profité du Super Bowl – finale du championnat de football américain, qui s'est déroulée ce dimanche – pour affirmer un peu plus sa position dans le débat. La mi-temps du match aura marqué le lancement officiel, par le biais d'une annonce potentiellement télédiffusée à plus de 100 millions d'Américains, de la [campagne «We Accept»](#). Dans le sport, Airbnb y met ses employés à contribution sous la bannière de la diversité, affirmant que «*chacun a le droit d'être accepté pour ce qu'il est, quelles que soient son origine, la personne qu'il aime ou sa religion*».

Création d'un fonds de soutien

L'initiative s'inscrit dans la continuité des démarches amorcées la semaine passée à travers un appel à la communauté pour proposer une solution d'hébergement gratuite aux réfugiés «*ainsi qu'à ceux touchés par le récent décret anti-immigration qui empêche l'entrée sur le sol américain*». On notera que le socle du programme était déjà en place à destination des sinistrés de catastrophes naturelles. Airbnb a par ailleurs officialisé, à l'image d'Uber, de Google et de Twitter, la création d'un fonds de soutien au monde associatif. D'un montant de 4 millions de dollars sur 4 ans, il financera les activités de l'International Rescue Committee, qui lutte pour aider les populations déplacées.

Ça bouge également pour Amazon et Expedia. Le groupe de e-commerce et le voyageur en ligne avaient, en tant qu'*amicii curiae*, apporté des informations à la justice dans le cadre d'une plainte déposée par l'État de Washington contre Donald Trump, plusieurs membres de son administration, ainsi que le ministère de la Sécurité intérieure, indique [l'Espresso.fr](#). Plaintes qui ont permis le blocage du décret par invalidation jusqu'à nouvel ordre. «*La Constitution a prévalu [...]. Personne n'est au-dessus des lois – pas même le président*», s'est réjoui le procureur général de Washington.

Expedia impacté

Dans ce dossier, Expedia avait, par la voie de son avocat général Robert Zielak, souligné l'impact négatif que la législation aurait sur ses «*intérêts commerciaux*» si elle venait à être prorogée. L'agence de voyages estime qu'à la signature du décret, au moins un millier de clients citoyens des 7 pays susmentionnés avaient des réservations en cours impliquant un départ, une halte ou une

arrivée aux États-Unis. Elle avait déploré les coûts associés à l'assistance aux clients pour annuler, réserver d'autres vols, obtenir des remboursements... Non sans dénoncer une restriction de la liberté de déplacement de ses salariés, «*que ce soit pour des motifs personnels ou professionnels*».

Lire également

[L'IT mobilise ses services et son argent contre l'ordonnance Trump](#)

[Ordonnance Trump : Google rappelle ses employés étrangers](#)

[Donald Trump fait vaciller le Privacy Shield](#)

Gage Skidmore / photo on flickr / via Visualhunt.com_CC BY-SA